

sciences et technologie

• *Barnard en faveur de l'euthanasie*

Bien vivre, bien mourir

par Laurent Gally

PARIS (AFP) — Le professeur Christian Barnard, universellement connu pour avoir, dès 1967, réalisé la première transplantation cardiaque jamais tentée dans le monde, à l'hôpital sud-africain de Groote Schuur, lance maintenant un appel en faveur de l'euthanasie, dans son dernier livre: «Choisir sa vie, choisir sa mort». (Editions Bel-fond).

Le chirurgien affirme se situer «au terme de sa longue carrière» (35 années de pratique) pour parler de la mort... C'est-à-dire, selon lui, de la vie dont la mort n'est que le terme, et ce dans une période où, rappelle-t-il, le savoir médical a progressé à pas de géant. Pour le professeur Barnard, en effet, le médecin n'a pas pour tâche ultime de vaincre la mort mais de ralentir son processus, essentiellement biologique, et d'assurer à ses patients la possibilité de vivre au maximum de leurs capacités.

Aucune définition universelle de la mort

«Ce sont les vivants qui, en règle générale, redoutent la mort, pas les mourants», assure ce médecin qui puise dans ses souvenirs pour relater cette «expérience terriblement solitaire» dont la fin est aussi mal précisée juridiquement que médicalement: «On meurt seulement quand un médecin en décide», assure le professeur Barnard. Les syndromes cliniques de la mort peuvent être classiques: absence de pouls, de respiration, fin de l'activité cérébrale. Mais lors d'une transplantation cardiaque, le chirurgien ne se sert-il pas d'un cœur vivant prélevé sur un organisme mort?

Pour le chirurgien, le bon sens devrait être la règle: si le cerveau meurt (encéphalogramme plat, absence de réflexes, de réactions), le fonctionnement pulmonaire et cardiaque devient inutile. L'inverse se produit aussi, notamment lors des opérations à cœur ouvert où le malade est maintenu en vie, le temps de l'intervention, par une oxygénation mécanique de son cerveau. Car cet organe conditionne, et à lui seul, la «qualité de la vie de l'individu».

Adopter une nouvelle attitude face à la mort

Face à la peur ambiante de la mort, qui est souvent le fait des proches du malade, le professeur Barnard souhaite que les Occidentaux reviennent à des attitudes traditionnelles mais abandonnées peut-être à la hâte: les «rites de passage» entre la vie et la mort ont toutes un sens profond et sont pratiqués par chaque société, puisque «l'homme est une créature de rituel». La religion reste la seule réponse donnée par l'homme face à la

mort, souligne le médecin, qui regrette à ce propos l'individualisme croissant des sociétés développées, l'abandon du cérémonial des funérailles ou des cimetières, qui avait pour but de sécuriser, de faire accepter la mort par la société.

Pour le professeur Barnard, les conséquences médicales de l'individualisme régnant sont immenses: l'homme refuse de mourir en demandant l'impossible au progrès (et le troisième âge risque de devenir la catégorie démographique la plus forte des pays développés, au contraire du tiers-monde), la mort reflue en masse vers l'hôpital (on ne meurt plus dans son lit) et les familles, contrairement aux malades eux-mêmes, demandent aux médecins de maintenir coûte que coûte en vie des patients diminués, à la vie végétative, ou souffrant jusqu'à la perte de conscience.

Faire de la mort une expérience positive, tant pour le mourant que pour ses proches, tel est l'objectif de l'euthanasie passive prônée par le docteur Barnard. Hors de toute dichotomie philosophique entre le bien et le mal.

Euthanasie passive et active

«Une société qui estimerait n'avoir pas les moyens de prendre soin des mourants aurait en fait bien peu de respect pour la vie humaine», écrit le médecin, pour qui les valeurs humaines ne sauraient se confondre avec la simple survie biologique, inassimilable à «une vie d'homme».

Par euthanasie, le chirurgien entend une mort facile et sans douleur. Non une pratique active, provenant de l'intervention sur un patient, mais un simple refus des actes médicaux qui prolongeraient artificiellement la vie.

Un obstacle traditionnel cependant: cette pratique est formellement exclue par le traditionnel serment d'Hippocrate des médecins... qui interdit également l'avortement. Tout est question de loi, et d'abord de sensibilité de l'opinion publique, note le professeur sud-africain, qui relate les diverses définitions officielles, adoptées pour la mort cérébrale, devenues nécessaires face aux problèmes posés par les transplantations d'organes, ou il faut bien maintenir vivants, même artificiellement, certains organes du corps du donneur.

La réalité de l'hôpital

«Bien vivre, bien mourir», tel devient le programme minimal de l'humanité pour le professeur Barnard. Les opposants à cette thèse restent fermés: nul n'a le droit de hâter la fin d'un malade, même par inaction, car l'homme, en l'occurrence le méde-

cin, se prendrait alors pour Dieu.

Mais l'argument est presque théologique, assure M. Barnard, d'autant que le vieillissement et la mort restent une nécessité pour l'évolution, au sens biologique du terme: malgré tous les progrès médicaux, la limite extrême de la durée de la vie humaine reste inchangée.

Il souligne du reste une vérité connue mais hypocritement passée sous silence: l'euthanasie passive est une pratique médicale courante dans les chambres d'hôpital où des agonisants vivent leurs derniers instants. Mieux, assure le chirurgien, chaque médecin sait dans son for intérieur, quelle que soit l'opinion qu'il défend en public, que l'euthanasie constitue le seul recours possible pour certains cas désespérés. «Voilà de longues années que je prati-

que l'euthanasie passive et je le revendique hautement», assure le professeur Barnard.

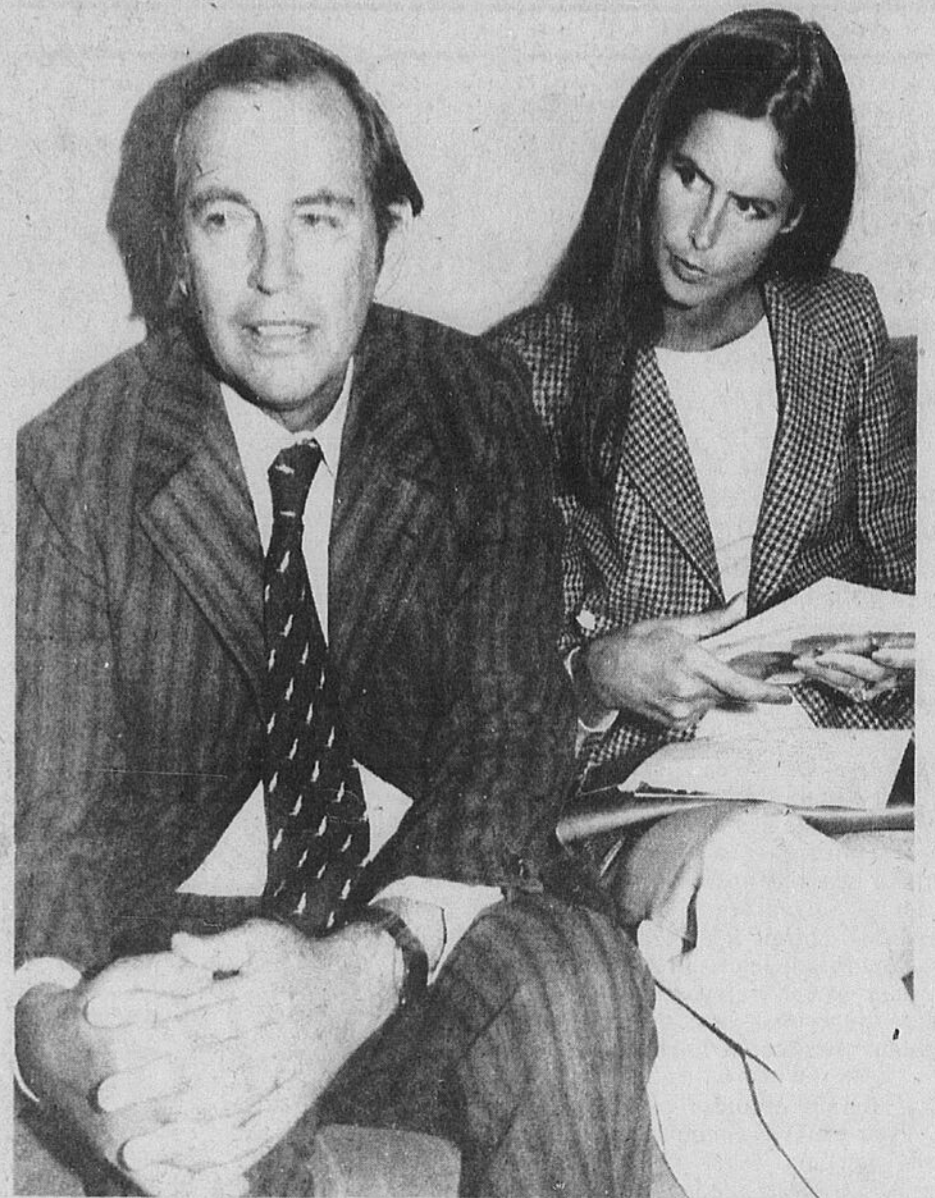
Une euthanasie médicale et collective

Un autre problème se pose aussitôt: pourquoi ne pas considérer alors comme «perdu» un patient dont les fonctions cérébrales sont irrémédiablement atteintes, ou qui est incurable et agonisant? Interrompre les appareils de réanimation quand ceux-ci sont devenus inutiles, quand l'inconscience est totale, prolongée, irréversible, est un acte médical, non un meurtre, estime M. Barnard. Pour lui, quand un malade est irrémédiablement perdu, il est en droit de mourir paisiblement et sans souffrance, car celle-ci «n'anoblit pas».

Pour le praticien sud-africain, le danger ne réside pas dans les droits que l'on accorde, mais

dans les abus que l'on pourrait commettre au nom de ces droits. D'où l'obligation de ne jamais agir seul et de répondre de ses actes, car le médecin n'oublie pas, loin des passions de l'opinion publique, que le Conseil de l'Ordre, organisme composé de médecins chargés de faire respecter les règles de la profession médicale, propre à chaque pays, reste prompt à sanctionner tout manquement grave à la déontologie.

L'auteur raconte aussi plusieurs opérations cardio-vasculaires qu'il a dirigées et qui ont été des échecs, sanctionnés par la mort des patients, simplement parce que l'on ne pouvait plus rien tenter. Euthanasie de fait ou manque de moyens: le médecin, impuissant devant certains phénomènes de rejet, se révèle alors chercheur après ses premières transplantations.



Le professeur Christian Barnard, auteur du livre «Choisir sa vie, choisir sa mort», et sa jeune femme Barbara. (Photo AFP)

La nouvelle VISCOUNT La plus douce des douces.



Avis: Santé et Bien-être social Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage — éviter d'inhaler
Moyenne par cigarette: Viscount 1 Ultra Douce Régulier: "Goudron" 0.4 mg, Nicotine 0.04 mg/King Size: "Goudron" 0.7 mg, Nicotine 0.07 mg
Viscount Extra Douce et Menthol King Size: "Goudron" 3 mg, Nicotine 0.3 mg/Régulier: "Goudron" 5 mg, Nicotine 0.5 mg

La dernière éclipse totale

MOSCOU (AFP) — Les astronomes soviétiques et étrangers pourront observer la dernière éclipse totale du soleil au vingtième siècle le 31 juillet 1981 à Brakts (Sibérie orientale), a indiqué l'agence Tass.

L'éclipse commencera à 2h 19 GMT sur les côtes caucasiennes de la mer Noire. L'ombre projetée par la lune cachant le soleil traversera la mer Caspienne, les steppes du Kazakhstan, le sud de la Sibérie, Sakhaline et les îles Kouriles, pour disparaître ensuite au-dessus des eaux du Pacifique.

Le trajet de l'éclipse, long de 8,200 km, devrait prendre 1h 40 mn, selon les spécialistes soviétiques.

Les astronomes estiment que cette éclipse promet des observations particulièrement intéressantes, le soleil entrant dans un nouveau cycle caractérisé par l'activité de processus dynamiques et par des explosions de puissance extraordinaire.

L'enseignement de la sexualité à l'école, au Québec, a soulevé une vive controverse chez les parents. Notamment, a découvert Jacques Lefebvre, qui a réalisé ce dossier, parce qu'il amène les adultes eux-mêmes à remettre en question leur sexualité.



Un dossier de Jacques Lefebvre

HULL — Le débat entourant l'éducation sexuelle à l'école démontre bien le malaise qu'éprouvent les adultes sur cette question qui les amène à s'interroger sur leur propre sexualité.

L'année internationale de l'enfant n'est pas si loin. Le 27 novembre 1979, à l'occasion de la Journée de l'enfant à l'Assemblée nationale, les jeunes déposaient les résultats d'une enquête menée auprès de 6,000 élèves âgés de dix à 16 ans. Quarante-vingt pour cent des jeunes réclamaient une éducation sexuelle véritable à l'école.

Cette «patate chaude» ne date pas d'aujourd'hui. Vers 1973, la communauté catholique s'est déchirée dans un débat virulent autour de l'implantation de cours d'éducation sexuelle et familiale dans les écoles primaires.

En 1969, un comité spécial de la famille, mis sur pied à la demande des évêques canadiens, encourageait l'éducation à la vie familiale et sexuelle à l'école dans une vision chrétienne.

Depuis quelques années, et surtout depuis que le ministère de l'Éducation a décidé d'aller de l'avant dans l'élaboration d'un programme d'éducation sexuelle à l'école, de vives discussions opposent les avant-gardistes et les intégristes.

Des organismes catholiques, comme le Conseil de la famille, s'opposent à l'éducation sexuelle à l'école, argumentant qu'il s'agit là d'un droit fondamental des parents qui sont les premiers éducateurs.

En 1980, le président du mouvement Action Chrétienne, Lionel Eymard, de St-Léonard, écrivait: «L'éducation sexuelle rentre à l'école par la petite porte et on prend les enfants les culottes à terre.

«Le pire est qu'ils ne les ont pas baissées volontairement, mais ce sont les professeurs qui les ont forcés à le faire et ce, sur les instructions de notre gouvernement.»

Le mouvement crie à la désintégration sociale, accusant le gouvernement de subventionner l'avortement, d'avoir disloqué la famille en libéralisant le divorce, et maintenant de vouloir souiller les enfants.

«Action Chrétienne ne peut laisser un tel massacre s'accomplir. Elle invite tous les parents chrétiens à joindre les rangs pour former l'armée qui doit livrer le combat pour sauver notre nation.»

Dans le magazine «Réseau» de l'Université du Québec, le sexologue Jean-Marc Samson déplorait récemment la tournure du débat alimenté par des groupes intégristes, dont la position ultra-conservatrice, disait-il, ne reflète en rien l'attitude de la population, même catholique.

Parler d'éducation sexuelle à l'école, note le magazine, c'est bâtir un programme pour les enfants et les adolescents; c'est en même temps interroger la sexualité des adultes, des parents, et c'est finalement cela qui est en cause, bien plus que le programme.

«Face à un sexe-plaisir, mal compris, soulignait Jean-Marc Samson, ils (les parents) se rabattent aussitôt sur un sexe sévère. Ils veulent le meilleur pour leurs enfants, mais le vouloir pour l'enfant, c'est le vouloir pour eux et ils sont incapables de faire le pas.

«Ce n'est pas tellement une peur de la sexualité, mais une peur de la remise en question de 30 et parfois de 50 ans de vie sexuelle.»

Conférences pour adultes

Les adultes éprouvent le besoin d'avoir des informations et de l'éducation sur la sexualité, si l'on en juge par le succès remporté au Québec par la série de conférences sur l'Amour dans le couple, données par le sexologue Jean-Yves Desjardins, de l'Université du Québec.

Cependant, cette série, qui présente un modèle classique de la sexualité masculine ou la femme doit s'y adapter par des exercices ad hoc, devient de plus en plus contestée par des gens qui ont amorcé une réflexion sur la sexualité.

Dans La Presse de Montréal, par exemple, de nombreux articles prenant à partie le sexologue Jean-Yves Desjardins paraissent depuis quelque temps dans la tribune libre accordée aux lecteurs.

Dans un article intitulé «Le silence des femmes sur leur sexualité» qui paraissait dans LE DEVOIR du 9 juillet 1980, la journaliste Micheline Carrier écrivait qu'en 1980, «des sexologues masculins ont du succès quand ils définissent l'érotisme au féminin, bien entendu en fonction des règles masculines, malgré les détours qu'ils prennent pour ne point effaroucher leur clientèle.

«Les hommes seraient outragés que des femmes leur dictent l'érotisme au masculin, mais ils trouvent naturel de leur imposer un «imaginaire érotique» en fonction du culte du phallus.»

Toute cette problématique sur le thème de la sexualité n'est pas étrangère à l'élaboration d'un programme d'éducation sexuelle à l'école.

D'autre part, comment expliquer la «cote d'amour» de l'émission Radio-Sexe à Radio-Mutuel? Des gens ont besoin d'être informés, conseillés pour régler les problèmes d'une sexualité pour laquelle ils ont été mal préparés.

De plus, combien de femmes violées, battues et d'enfants malmenés, abusés sexuellement par certains adultes, sans oublier l'inceste?

Et toute cette pornographie, ces journaux «jaunes» que les jeunes peuvent facilement se procurer. Ces media, comme un certain cinéma, présentent une image viciée de la sexualité.

Pourquoi l'éducation sexuelle à l'école?

«Pas n'importe quoi, n'importe comment et n'importe quand»

HULL — «Lorsqu'un enfant pose une question sur la sexualité, les éducateurs, que ce soit les parents ou les enseignants, sont renvoyés à leur propre enfance et adolescence, d'où éclate l'éducation sexuelle», dit Gustaaf Schoovaerts. Professeur en éducation morale à l'Université du Québec, il soulève l'urgence de s'asseoir calmement et de clarifier le contexte de «la patate chaude» et de jeter la lumière sur les innombrables documents qui circulent, dont le projet de programme de formation personnelle et sociale du ministère de l'Éducation.

S'il se prononce en faveur d'un programme d'éducation sexuelle à l'école, Gustaaf Schoovaerts, ajoute «pas n'importe quand, n'importe comment et n'importe quoi».

Il croit cependant qu'on ne peut se permettre de laisser passer les enfants du primaire au secondaire sans leur avoir donné un bagage biologique et psychologique sur la sexualité.

«Il est évident qu'ils doivent avoir entendu parler d'hygiène sexuelle, de maladies vénériennes.»

Le professeur considère qu'il existe un danger dans le fait que des parents s'opposent à l'éducation sexuelle à l'école, en invoquant qu'on leur enlève un droit fondamental de premier éducateur.

«C'est une vérité de La Palice: le parent est le premier contact de l'enfant. Je me demande si ce n'est pas un peu biaisé de dire qu'on enlève un droit.»

Selon lui, il faut situer l'éducation sexuelle à trois niveaux: la biologie et la physiologie, la sexualité dans son sens

global et la moralité.

L'information biologique ne pourrait se faire en dehors de la morale et du contexte de la société post-industrielle qui est basée sur le rendement.

Il ajoute qu'en toute honnêteté intellectuelle, il faut reconnaître une dimension chrétienne à la sexualité.

«La sexualité n'y échappe pas, elle est imprégnée de cette notion de rendement. S'il est seulement question de cela, c'est de la consommation. N'est-ce pas une vision unidimensionnelle de la sexualité?», se demande Gustaaf Schoovaerts.

«Est-ce mieux plus, plus, plus? Nos jeunes qui font l'amour avec toutes les positions possibles, le font-ils mieux?»

Le professeur, qui est aussi père de famille, ne peut également concevoir la sexualité, ni la génitalité, en dehors de l'amour.

Eduquer, ce n'est pas seulement informer, souleve-t-il, amorçant une définition de la sexualité et de la génitalité.

«La sexualité, c'est plus que la génitalité, c'est un mode d'être, une façon d'être soi...»

La génitalité, définit le professeur, est tout ce qui concerne le fonctionnement de la reproduction de l'espèce, les organes destinés à la procréation.

«Quelqu'un qui n'exerce pas sa génitalité, veut-il dire nécessairement qu'il n'assume pas sa sexualité? La génitalité ne s'oppose pas à la sexualité. C'est un service emballant de celle-ci dans tout le sens du mot», continue Gustaaf Schoovaerts.

Si la sexualité est un service de communication des êtres, un signe inscrit dans le corps, un appel à la communion, une façon de vivre le plus sereinement possible avec les êtres, elle reçoit une orientation.

«Il y a une éthique de cette communication, une moralité.» Cette dimension doit être réfléchie, pense-t-il, et cela ne veut pas dire qu'il faille absolument suivre la théologie de la morale chrétienne.

L'éducation sexuelle ne peut se faire non plus sans la notion de fonction éducative de la société qui englobe les parents, les enseignants, l'école, la commission scolaire, les spécialistes, dit-il.

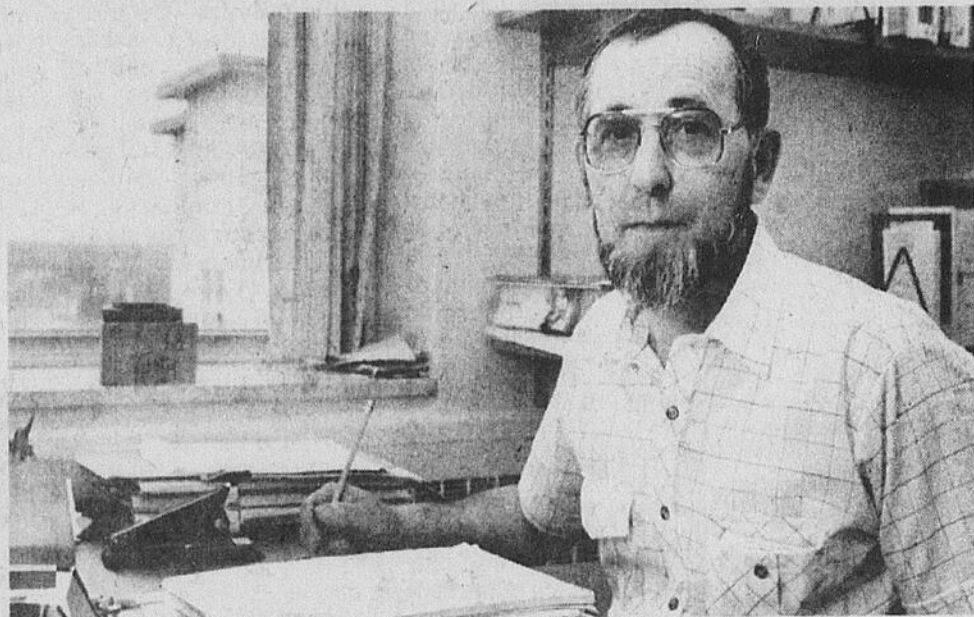
Il se demande si on peut se permettre éternellement que l'enfant reçoive de l'information à la télé, dans les journaux et les revues qui véhiculent un sens déformé de la sexualité.

«Qu'est-ce qui est le plus important? L'information informelle que donnent les média ou l'information à l'école?» demande encore Gustaaf Schoovaerts.

La grande priorité pour faire oeuvre d'éducation, que ce soit le parent, le professeur, l'école ou l'État, dit-il, c'est de ne pas avoir peur d'être un homme, une femme et de laisser chaque individu le climat pour le devenir.

«On ne peut concevoir non plus que le fait d'avoir plus d'informations diminue la responsabilité. Elle est au contraire agrandie, mais il faut donner à l'enfant la clé pour devenir soi.»

Gustaaf Schoovaerts croit que la première règle morale dans une société post-industrielle, c'est le devoir d'information scientifique.



Gustaaf Schoovaerts: la concertation d'abord

Il voit la nécessité d'un accord préalable sur ce que représente l'éducation sexuelle. «Si c'est seulement de l'information, c'est de la déformation.

«Il faut que les parents, les enseignants et le ministère s'entendent sur ce point.»

Le malaise

Gustaaf Schoovaerts identifie un malaise encore plus profond que celui causé par toute la polémique entourant le projet de programme du ministère et il n'est pas certain que ce sont les enfants qui soient en cause, mais plutôt les adultes qui sont renvoyés au vécu de leur propre jeunesse.

A partir de mon enfance jusqu'à maintenant, souleve-t-il, j'ai appris autre chose. Il se demande s'il ne devait pas revoir sa jeunesse pour intégrer ces nouvelles données.

Gustaaf Schoovaerts n'est pas un spécialiste en sexualité, mais il pense qu'une réflexion doit se faire sur les rôles des parents et des enseignants.

Le contexte de la «patate chaude», termine le professeur, «m'a porté à réfléchir et à en arriver à dire qu'il faut une concertation sérieuse de tous les agents avant de nous embarquer dans l'éducation sexuelle.»

Il faut que les parents aient d'abord toute l'information, le contraire serait immoral, et qu'avec les autres éducateurs, voient ce qui peut être fait et que chacun y trouve son rôle et sa fonction.

«Ce serait contre l'éthique humaine de lancer demain l'éducation sexuelle à l'école sans qu'il y ait eu concertation.»

Une chose simple et normale

HULL — Sylvia Gravelle, âgée de 45 ans et mère de six enfants, lance sans ambages qu'elle n'a pas reçu beaucoup d'éducation et d'information sur la sexualité dans sa jeunesse.

Il s'agissait toujours de sous-entendus: «Va pas là. Fait pas ça. Une telle est une pas bonne», au même titre que un tel est un ivrogne, un coureur de jupons.

«Avant d'arriver à comprendre de quoi il s'agissait au juste, on savait que c'était peut-être relié à la sexualité.»

Les amies laissaient échapper des remarques, mais elles étaient toujours reliées aux organes génitaux, ajoute-t-elle.

«Une amie avait raconté qu'une fille s'était faite attaquer par un homme dans un chalet. Elle disait qu'il lui avait rentré un bâton.»

«On commençait à savoir que c'était relié au bas du corps.» Ce n'est qu'après avoir appris les fonctions génitales, confie Sylvia Gravelle, qu'elle a su qu'il ne s'agissait pas d'un bâton.

«La mère de cette amie lui avait expliqué de cette façon, mais c'était un viol.»

Quant aux menstruations, cela se parlait entre amies lorsqu'elles commençaient à les avoir.

Dans sa famille, il n'était pas question de discussions sur la sexualité. «C'était pas négatif, on en parlait pas.»

À l'école, les professeurs n'en parlaient pas. «Ils disaient les interdits, comme ne pas aller voir les gars. Fallait pas parler aux gars de l'université et aller au restaurant Del Mar à l'époque», lieu qu'ils fréquentaient.

Pendant la semaine d'initiation à l'université, «les gars venaient frapper aux portes de classes et les soeurs disaient de ne pas les regarder; nous autres, on mourait d'envie de les voir.»

Elvis Presley

«Il faut que je parle d'Elvis Presley; j'étais en huitième année, quand il est venu dans l'Outaouais. Il était sensuel et les soeurs avaient interdit d'y aller sous peine d'expulsion.»

Même si elles n'expliquaient pas les raisons pour lesquelles il ne fallait se rendre le voir, les filles savaient que c'était à cause de ses contorsions et de sa sensualité.

«Les messages étaient toujours négatifs; il n'y avait jamais de détails; on ne connaissait pas les raisons pour lesquelles elles mettaient ces interdits. Il risquait alors d'arriver que les filles perçoivent la sexualité comme une chose mauvaise.»

Au moment d'une retraite, se remémore Sylvia Gravelle, un prédicateur était venu dire qu'il fallait se méfier des sensations.



Sylvia Gravelle: on n'a pas besoin de spécialiste

«Ca, c'est très large et cela peut vouloir dire un tas de choses. On peut avoir une sensation de faim, de soif, de bien-être pour toutes sortes de raisons.»

Le mariage est arrivé à 24 ans et les connaissances apprises auprès des amies se voyaient confirmées dans les cours de préparation au mariage.

«La contraception était défendue, sinon la méthode Ogino, et il n'était pas question de relations sexuelles avant le mariage.»

«Ces cours disaient aux hommes qu'il fallait préparer la femme, valorisait l'amour et l'acte sexuel.» Il aurait fallu à ce moment des méthodes de contraception plus sûres, dit-elle.

En famille

Au niveau de l'information sexuelle, lorsque l'enfant pose une question, la réponse se fait avec les mots

exacts. «Un pénis est un pénis, pas une graine.»

Même si les jeunes apprennent des notions sur la sexualité, ils oublient vite, souligne la mère. Les questions reviennent à mesure qu'ils grandissent et il devient alors plus facile de leur répondre.

Le bagage sur l'éducation sexuelle que les enfants reçoivent actuellement à l'école est insuffisant, selon Sylvia Gravelle.

«Il est prudent de commencer à parler de ce qui s'en vient, des nouvelles sensations et des nouveaux rapports entre les gars et les filles.

«À la maternelle, tu peux reprendre ce qui se fait à la maison.» Elle est d'avis que l'éducation sexuelle à l'école vient confirmer ce que les enfants apprennent à la maison.

«Cette éducation n'enlève pas un droit aux parents, mais elle les appuie dans leur démarche.»

Elle croit aussi qu'il faut préparer les jeunes à comprendre de quelle façon l'autre sexe réagit.

Education sexuelle

«Cette éducation fait partie de nous, elle aide aux jeunes à se comprendre, à savoir ce qui se passe en eux à différents moments de leur vie.»

Mais quand on parle de sexualité, on devrait parler d'amour. Plus l'enfant avance vers la puberté, il faudrait parler de sexualité en fonction d'amour et de responsabilités vis-à-vis la fertilité.

Elle trouve que les jeunes ne sont pas prêts à assumer une relation génitale. Sylvia Gravelle invoque le choc des parents de voir la fille commencer à grandir si vite et à fréquenter des gars.

«Les jeunes commencent à s'embrasser et à se faire des caresses. Je trouve ça vite parce que dans notre temps, ça prenait plus de temps.»

Controverse

Les parents ont peur des sexologues qui prônent une tendance vers la liberté sexuelle. «Je parle de liberté sans morale, sans responsabilité ni d'amour.»

Sylvia Gravelle voudrait que les parents aient leur mot à dire dans un programme d'éducation sexuelle, qu'ils en voient le contenu. «Que l'éducation sexuelle ressemble à ce qu'on veut pour nos enfants.»

Elle voit d'un mauvais oeil un sexologue dispenser des cours au primaire parce qu'il est trop spécialisé. «Les sexologues devraient être là plutôt pour régler des problèmes de sexualité et non pas l'enseigner.»

La sexualité est une chose tellement simple et normale, je ne vois pas la nécessité d'un spécialiste pour l'expliquer.

Cependant, «il faut se comprendre avant d'entreprendre une relation sexuelle en terme de génitalité.»

• Ne faudrait-il pas au moins attendre de voir le programme officiel?

Les attaques sont prématurées

HULL — Le projet de programme de formation personnelle et sociale du ministère de l'Éducation et son volet sexuel a provoqué un véritable remous chez des parents qui s'inquiètent sur ce que l'école apprendra à leurs enfants.

La responsable de l'implantation des programmes du primaire à la Direction régionale du ministère, Jeannine Cormier, dit comprendre cette inquiétude parce que, contrairement aux mathématiques ou au français, l'éducation sexuelle fait appel à des valeurs morales.

Elle estime cependant que les parents devraient attendre le programme officiel, avant de se lancer à fond de train dans des attaques sur un projet de programme qui fait actuellement l'objet d'une reformulation et dont le produit fini ne serait connu qu'à l'automne.

Il s'agit d'un projet de programme en cinq points, soit relation interpersonnelle, santé, consommation, éducation à la vie en société et éducation sexuelle.

Au secondaire, a-t-elle précisé, ce programme de formation personnelle et sociale s'inscrit avec l'enseignement religieux.

Du secondaire I au secondaire V, quelque 150 minutes-semaine seraient consacrées à ces deux aspects, dont cent minutes-semaine à l'enseignement moral et religieux. Il reste cinquante minutes-semaine à la formation personnelle, dont une cinquième touche l'éducation sexuelle.

Un calcul rapide du temps approximatif accordé à l'éducation sexuelle sur trente-six semaines de classe par année donne le chiffre de trente heures en cinq années de secondaire.

Au primaire, explique Jeannine Cormier, il n'y a pas de temps fixé dans la grille-matière pour le volet éducation sexuelle comme tel.

Le livre orange, ou «l'École québécoise»



Jeannine Cormier: des rumeurs totalement fausses.

se: énoncé politique et plan d'action», mentionne que «toutes les matières du régime pédagogique sont obligatoires».

Et à l'article 43 du «Règlement concernant le régime pédagogique du primaire et de l'éducation préscolaire», lequel est officiel depuis le 15 avril 1981, il est écrit:

«Les objectifs du programme de formation personnelle et sociale doivent être poursuivis dans l'ensemble des activités scolaires et assurés par tout le personnel de l'école, selon les modalités établies par la commission scolaire».

Il ne fait donc pas l'objet d'un cours, comme le français, souligne la responsable de l'implantation des programmes au primaire. «Il n'y a rien de structuré».

Actuellement, il existe par exemple à la Commission scolaire Outaouais-Hull, un programme institutionnel établi en vertu des contenus autorisés par le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur, mais pas dans toutes les écoles ni à tous les niveaux.

A Sherbrooke également, il existe un projet expérimental à la maternelle. Au sujet de la rumeur voulant qu'un enfant de la maternelle ait été déshabillé en classe à cet endroit, Jeannine Cormier, assure qu'elle était sans fondement. «C'est totalement faux».

Elle a communiqué avec le relationniste de cette commission scolaire, Roger Poirier, qui le lui a affirmé.

Une autre rumeur voulait qu'en 6e année, toujours à Sherbrooke, les enfants se seraient fait demander d'épier la chambre de leurs parents pour ensuite travailler en équipe de six élèves et aussi montrer des techniques de masturbation.

Or, selon ce qu'a appris Jeannine Cormier, il n'existe même pas à Sherbrooke de programme en 6e année. Le projet expérimental n'a été appliqué que dans douze écoles de la maternelle.

Les parents ont vu le programme et ont donné leur accord, poursuit-elle.

Cheminement d'un projet

Une équipe de concepteurs de programmes au ministère de l'Éducation a rédigé un projet sur la formation personnelle et sociale.

Le projet a été soumis pour consultation dans cinq commissions scolaires de la province: Bas-St-Laurent, Sept-Îles, Québec, Trois-Rivières et Terrebonne, ainsi qu'à des organismes et des personnes, dont entre autres à la Fédération des comités de parents, à des théologiens et à des sexologues. «Il est faux de prétendre que le projet de programme a été mis en application dans certaines commissions scolaires», affirme Jeannine Cormier.

Le projet sera aussi soumis au Conseil des cadres, au Conseil supérieur de l'éducation, au Comité catholique, au ministre et, «une fois qu'il aura franchi toutes les approbations, le contenu qui en restera sera le programme officiel», explique-t-elle.

Le programme officiel ne serait pas disponible avant l'automne 1981 et il ne serait maintenant lancé qu'en mai 1982, pour être appliqué obligatoirement dans les écoles en septembre 1986.

Une lettre du sous-ministre de l'Éducation, André Rousseau, en date du 26 février 1981, souligne clairement:

«La mise en oeuvre du programme devra donc rejoindre les parents, leur expliciter les dimensions éducatives du projet, notamment par les conseils d'école, les conseils d'orientation, etc.»

Et cette implication des parents devra être d'autant plus grande que le programme devra être adapté localement et tenir compte de l'évolution du milieu».

De plus, une fois le programme lancé,

il faut attendre normalement seize mois avant qu'on puisse le mettre en application.

Crainte des gens

Des parents veulent le programme, d'autres le craignent. «C'était un document de travail, les gens n'ont pas demandé les quatre autres volets, seulement celui de l'éducation sexuelle», fait remarquer Jeannine Cormier.

Lorsque le projet de programme aura franchi les étapes de l'approbation, «il va refléter les valeurs morales parce qu'il s'adresse à une majorité des écoles qui sont catholiques».

La responsabilité de l'implantation et de l'application du programme relève de la commission scolaire. «C'est là que les parents doivent s'adresser», spécifie-t-elle.

Dans le temps, a rappelé Jeannine Cormier, on ne parlait pas facilement de sexualité. «Les parents savent parler de français et de mathématiques, mais lorsqu'il s'agit de sexualité...»

«Je comprends leur inquiétude... si les parents avaient d'abord des cours, ils seraient beaucoup plus sécurisés».

Pourquoi le ministère a-t-il élaboré ce projet? «Les gens l'ont demandé», souligne-t-elle, ajoutant qu'il fait partie du développement intégral de la personne.

«On est des êtres sexués».

Si le rôle de la famille en tant que premier éducateur s'avère primordial, celui de l'école se veut complémentaire.

Enfin, Jeannine Cormier soutient qu'elle n'est pas là pour vendre le programme, mais bien pour fournir de l'information.

«Ce que la majorité des parents voudront, c'est eux qui décideront», a-t-elle conclu, disant que son rôle consisterait aussi à recevoir les commentaires et à les remettre au ministère.

• Développer chez les jeunes le sens de la responsabilité

Le droit à une information juste

HULL — Devant tous les mythes et fausses croyances véhiculés sur la sexualité, que ce soit par des gens, des films et des revues pornographiques, ou encore des journaux dits «jaunes», «les jeunes ont droit à une information juste et vraie».

Bibiane Lépine, la coordonnatrice régionale du programme d'information en matière de sexualité et de la planification des naissances en milieu scolaire, souligne ainsi l'importance d'avoir une éducation sexuelle à l'école.

Employée au Centre des services sociaux de l'Outaouais, qui relève du ministère des Affaires sociales, elle précise que son travail consiste aussi «à sensibiliser le milieu à cette nécessité, mais pas d'en faire à leur place».

Une chose reste certaine, les jeunes parlent de sexualité entre eux. Ils en entendent parler aussi à la maison, que ce soit d'une manière explicite ou implicite.

Par exemple: «Promènes-toi pas comme ça! Tes jeans sont trop serrés! J'appelle cela de l'éducation sexuelle implicite», indique Bibiane Lépine.

En 1973-74, le ministère des Affaires sociales mettait de l'avant un programme d'information préventive en milieu scolaire.

Le programme d'information préventive en matière de sexualité et de planification des naissances en milieu se donne sous la responsabilité de chaque centre de services sociaux «qui a mis de l'avant un programme en tenant compte des spécificités régionales».

En Outaouais, rappelle la coordonnatrice régionale, le programme était implanté en 1974, alors qu'à l'époque, la clientèle visée se trouvait en phase terminale du secondaire.

Son but est de travailler sur deux problématiques rencontrées chez les adolescents, soit les grossesses indésirées et les maladies transmises sexuellement.

«Quand le programme était accepté par les parents et les structures scolaires», il entrait dans les écoles. Au début, il se voulait un palliatif, «mais il reste limité comme action, comme impact», considère Bibiane Lépine.

«Nous travaillons entre autres sur la résistance à la contraception chez les jeunes, autant chez les adolescents que chez les adolescentes».

«Je pensais pas que c'était pour m'arriver. Je pensais pas que j'aurais des relations sexuelles ce soir. J'en ai eu parce que je voulais pas perdre mon chum», voilà les commentaires que les adolescents émettent.

Avec les années, la clientèle rejoint par le programme s'est élargie. Les interventions actuelles se font surtout aux niveaux I, II et IV de secondaire.

À l'heure actuelle, ce programme-cadre couvre 26 écoles et polyvalentes de la région de l'Outaouais. Il rejoint 15,000 étudiants, à raison d'un enseignement de trois à quatre heures par année, pour un total de douze heures.

Contenu du programme

Le programme ne couvre pas seulement l'aspect information, «la plomberie», mais il englobe aussi l'aspect psycho-social, précise la coordonnatrice régionale.

L'objectif terminal est de développer chez les jeunes la responsabilité quant à leur fertilité et leur responsabilité sociale au niveau de la santé sexuelle.

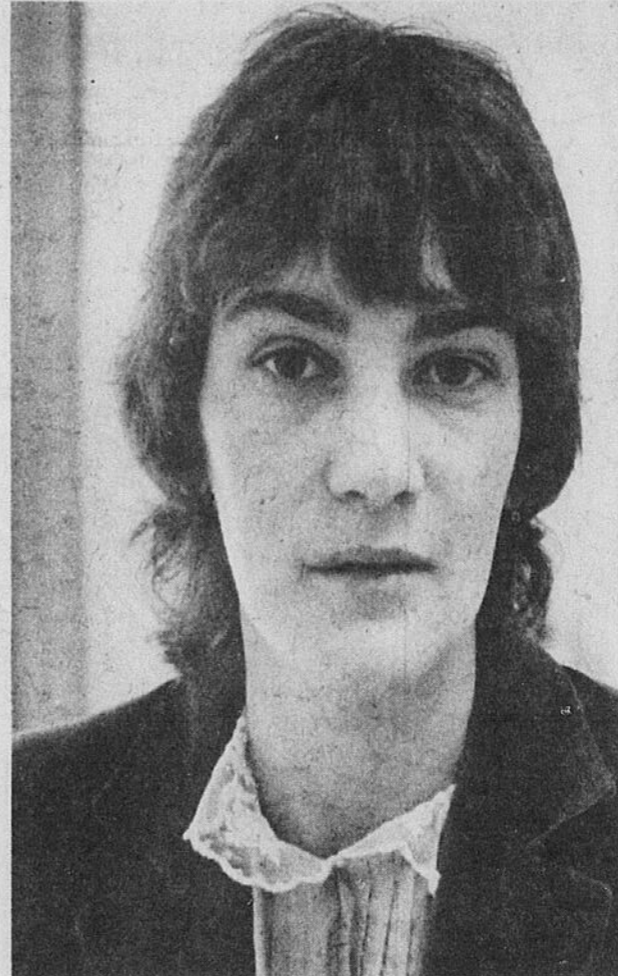
Il est dispensé par les infirmières et les travailleurs sociaux, en collaboration avec le professeur de science morale, et recoupe ainsi l'aspect des attitudes et des comportements.

Bibiane Lépine s'inscrit en faux contre les gens qui les accusent de conspirer sous prétexte de ne pas dire aux jeunes qu'ils ne doivent pas avoir de relations sexuelles.

«Nous n'avons pas à dire aux jeunes d'avoir ou pas des relations sexuelles, mais nous pouvons travailler l'aspect: est-ce que je suis prêt à l'assumer», invoque-t-elle.

En Amérique du Nord, donc pas seulement au Québec, le taux de probabilité chez une adolescente de devenir enceinte et un adolescent de devenir père se situe à vingt pour cent, donc une femme sur cinq âgée de moins de 20 ans.

En plus de l'anatomie, de la physiologie et des changements pubertaires qui donnent une connaissance de



Bibiane Lépine: permettre à l'individu de développer son projet de vie.

soi comme être sexué, le programme touche l'appareil reproducteur, ainsi que le phénomène de la grossesse et de l'accouchement.

«Toujours avec les aspects psycho-sociaux», poursuit Bibiane Lépine, on explique c'est quoi une grossesse à quinze ans, ses conséquences physiques, psychologiques et économiques.»

L'approche pédagogique est centrée sur le vécu en tenant compte que pour les jeunes âgés de douze à dix-huit ans, la «gang» et les valeurs qu'elle véhicule sont très importantes.

«On travaille sur les messages contradictoires, les mythes, tels: T'as pas de relations sexuelles, t'es naïf; ou encore, tu couches, t'es une fille facile», mentionne-t-elle.

Tous les aspects de valeurs morales sont abordés par le professeur à l'intérieur du cours de science morale et religieuse.

Le programme englobe ainsi les aspects biologique, psychosociale et les relations interpersonnelles. «Comment peut s'établir un dialogue entre jeunes sur la sexualité.»

«Pourquoi c'est toujours les gars qui invitent les filles à danser ou à souper?»

L'approche est aussi organique dans le sens que les informations tiennent compte du niveau d'évolution des jeunes.

Selon Bibiane Lépine, le «feedback» sur ce programme d'information depuis sept ans est positif.

Programme souhaitable

L'orientation d'un programme d'éducation sexuelle se veut beaucoup plus vaste. «C'est permettre à l'individu de développer son projet de vie sexuelle», dit la coordonnatrice.

«Nous ne parlons pas de sexualité seulement en termes de génitalité et pas seulement de responsabilités en matière de contraception, nous parlons de la sexualité composante de l'individu.»

Le Centre des services sociaux, de son côté, travaille davantage pour éviter des accidents de parcours et que les grossesses soient prévues et désirées.

• «Je ne veux pas, sous aucun prétexte...»

Une opposition sans aucun appel

HULL — Jean-Pierre Pothier, âgé de 36 ans et père de quatre enfants, s'oppose catégoriquement à l'éducation sexuelle à l'école, plus particulièrement au primaire.

Un télégramme, envoyé au président de la Commission scolaire Outaouais-Hull à la suite de la soirée de sensibilisation sur le sujet organisée par le Comité de parents, le 29 avril dernier, démontre clairement sa position.

«Je ne veux pas, sous aucun prétexte, que dans vos écoles, on enseigne l'éducation sexuelle à mes enfants. Cette éducation se fait et se fera dans ma maison sous mon autorité et non sous la vôtre...»

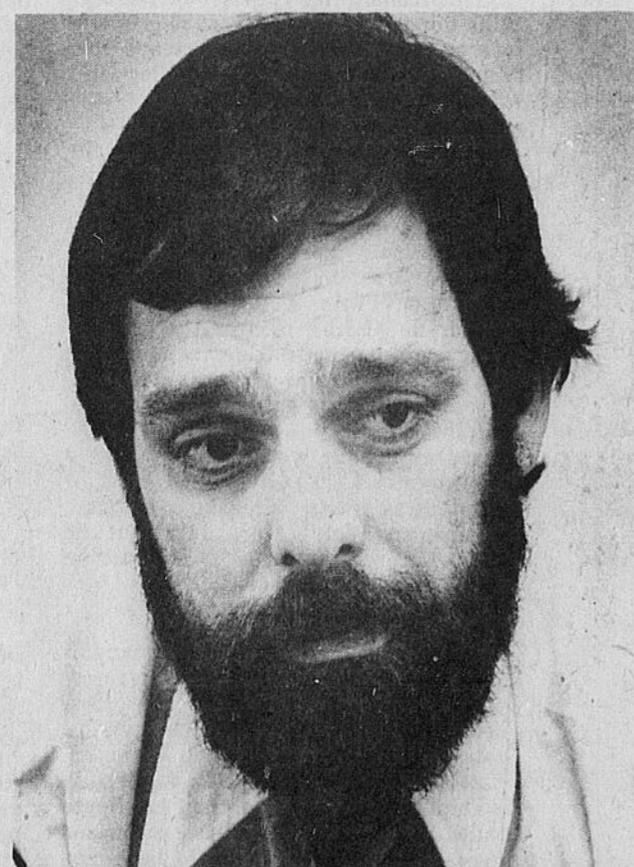
«Néanmoins, je m'attends à ce que vous vous conformiez immédiatement et complètement à cette directive, dans le cas contraire, je retirerai mes quatre enfants de la CSOH sans équivoque.»

Sa ligne de pensée est claire sur le sujet: ses enfants ne sont pas la propriété de l'État et la sexualité ne peut se dissocier de la moralité.

«Il est impossible de donner de l'information en ce sens sans passer des valeurs.»

Même si Jean-Pierre Pothier reconnaît que son bagage d'éducation sexuelle était loin d'être suffisant, il considère que le problème ne se situe pas à ce niveau.

«C'est quoi l'acte sexuel? C'est faire l'amour, le plus beau thème qu'on peut



Jean-Pierre Pothier: et si on donnait des cours d'éducation sexuelle aux parents...?

trouver. Une conséquence de faire l'amour est d'avoir des enfants».

«Si une tierce personne s'infiltrait dans la communication entre le père, la mère et les enfants, elle va briser l'intimité de cet amour.»

L'amour qu'un homme éprouve pour sa femme, dit-il, respire sur les enfants. «Et si on aime sa femme, il n'y a aucun problème sexuel, du moins aigus.»

Instruit dans un orphelinat, Jean-Pierre Pothier affirme faire la différence entre une éducation collective et familiale.

«Parler de la sexualité sans parler d'amour, c'est la pire des frustrations qu'un enfant puisse connaître.»

Interrogé sur sa conception de la sexualité, il répond qu'elle est une interrelation entre deux personnes au niveau génital.

La sexualité se veut une résultante de l'amour entre deux personnes. «Si elles s'aiment; les sentiments sont manifestés par le corps; l'acte sexuel concrétise l'amour.»

Il a préféré ne pas élaborer sur son bagage d'éducation sexuelle durant sa jeunesse, invoquant qu'il ne voulait pas causer de préjudices à personne.

Jean-Pierre Pothier dit ne pas vouloir soumettre ses enfants à quelqu'un qui possède des déviations sexuelles. «Il faut expliquer la beauté de l'acte.»

Il pense que dans un couple où l'amour n'existe plus, il ne devrait pas y avoir de relations sexuelles, autrement

ce serait utiliser la femme, dans le cas d'un homme, voir même la souiller.

«Sa conception est que le père et la mère sont irresponsables et seule la famille peut enseigner l'éducation sexuelle.»

Dans l'éducation qu'il dispense, les enfants apprennent la beauté de l'acte sexuel et, s'ils sont au monde, c'est que le père et la mère se sont aimés. «On s'aime tellement qu'on veut en voir le fruit.»

Jean-Pierre Pothier doute des valeurs morales des professeurs et il soulève qu'ils ne connaissent pas celles des enfants. «C'est comme si on s'infiltrait dans ma maison pour me dire quoi faire.»

À l'âge de 15 ou 16 ans, estime-t-il, un enfant devient de plus en plus autonome et commence à avoir ses propres conceptions. «Ils commencent à être en mesure d'accepter ou de réfuter un enseignement.»

Il faut habituer les jeunes à discerner les informations qu'ils reçoivent. Jean-Pierre Pothier dit trop respecter ses enfants pour leur imposer ses convictions. «Ils pourront choisir de suivre les valeurs morales et chrétiennes que leur père a enseignées, ou l'athéisme d'une éducation sexuelle n'impliquant pas les valeurs chrétiennes.»

Il croit aussi qu'un enfant âgé entre 7 et 10 ans n'est pas assez équipé pour faire des choix. «Il peut être manipulé.»

Quant aux parents qui ne donnent pas

d'éducation sexuelle à leurs enfants, il croit qu'ils auront à en répondre plus tard.

Ses enfants sont exemptés de l'enseignement religieux et il considère qu'il ne peut contrôler l'enseignement que l'État donne aux enfants.

Jean-Pierre Pothier s'oppose à l'éducation à l'école, mais il convient qu'elle devienne inévitable au secondaire. Il espère seulement que les jeunes soient assez matures pour discerner le contenu acceptable et impertinent.

Il reste aussi préférable que cette information se fasse à l'école que par le biais de certains journaux. L'idéal demeure que l'éducation sexuelle se fasse dans la famille.

Quoi qu'il en soit, il pense que le climat d'amour vécu en quatorze ans avec ses enfants ne pourra se détruire par un enseignement extérieur.

Eduquer les parents

«Si l'éducation sexuelle était plutôt enseignée aux parents qu'aux enfants, ça aurait de meilleurs résultats.»

Jean-Pierre Pothier convient également que les parents transmettent à leurs enfants le bagage qu'ils ont reçu, qu'il soit positif ou négatif.

C'est extrémiste comme idée, avoue-t-il, mais je dois prendre ma responsabilité de parents. «Comme le Christ est le chef de l'Église, le père (époux) est le chef de sa famille.»



Un système qui effectue 1.5 million de mesures en 45 secondes

Bien près des frontières des lois physiques

OTTAWA — Une équipe de techniciens des Recherches Bell-Northern viennent de mettre au point un nouveau système d'essai de production des circuits intégrés complexes à grande échelle.

Le nouveau système, utilisé actuellement dans la fabrique de semi-conducteurs de Northern Telecom à Nepean à l'ouest d'Ottawa, est le plus rapide et le plus précis des systèmes existants et ses principes de fonctionnement s'approchent des frontières des lois de la physique, soutient Bell Northern Research dans son communiqué.

Il sert à la vérification d'un dispositif appelé un codec (abréviation de CODE/DECODE). Ce dernier réalise la conversion des signaux analogiques de conversation générés par les émetteurs de téléphone en signaux numériques servant à la commutation et à la transmission au moyen du réseau de télécommunications. De plus, le codec peut convertir les signaux numériques en signaux analogiques permettant d'actionner les récepteurs de téléphone.

L'efficacité du nouveau système vient du fait qu'il vérifie les fonctions de conversion numérique et analogique à l'aide de méthodes uniquement numériques; de la sorte, il n'y a plus besoin de transférer chaque dispositif d'un appareil de mesure à l'autre pendant l'essai de production.

La Northern Telecom produira plus d'un million de codecs en 1981 qui seront utilisés dans ses équipements DMS servant à la commutation et à la transmission numériques. Le nouveau système de vérification des codecs permettra d'économiser plus d'un million de dollars.

Au moment où chaque pastille de 1/2 po' quitte la chaîne de fabrication, elle est traitée par le système qui effectue 1.5 million de mesures

distinctes des circuits microscopiques, et ce en 45 secondes.

Une équipe sous la direction de Robert Hum, le responsable des systèmes d'essai aux RBN a développé les séquences d'étapes mathématiques et l'équipement spécial qu'utilise le système. Les équipements comportent sept composantes — une unité de commande spécialisée, une commande de mémoire tampon autonome, un appareil de vérification de signaux numériques, un organe de commande, une machine à organisation matricielle, une mémoire, un convertisseur analogique — numérique et numérique — analogique.

«Ce système fonctionne deux fois plus vite que les anciens systèmes» affirme Hum. «A mesure que le développement avance, on prévoit une réduction de la durée de traitement de 45 secondes à moins de sept».

Hum, en collaboration avec Dewi Williams, membre de l'équipe responsable du développement du système a rédigé un article détaillant ses mérites scientifiques et techniques. On les a invités à présenter l'article au Electronic Components Conference à Atlanta en Georgie. Des concepteurs de circuits intégrés de partout dans le monde assistent à cette conférence annuelle, dit-on dans le communiqué.

Les Recherches Bell-Northern constituent, avec un effectif de plus de 2,700 employés au Canada et aux Etats-Unis, le plus important organisme privé de recherche et de développement industriels au Canada et se classe parmi les plus grandes entreprises du genre en Amérique du Nord. Ayant leur siège social à Ottawa, elles possèdent également des installations à Montréal, à Toronto et à Edmonton en Alberta. Une filiale de la compagnie, BNR Inc., possède des bureaux à Mountain View en Californie, à Ann Arbor au Michigan et à Minnetonka au Minnesota.

Chauffage par le métro

VIENNE (AP) — D'ici la fin de l'année, un bâtiment de Vienne sera, pour la première fois, chauffé exclusivement grâce à l'air du métro. Il s'agit d'un nouveau commissariat de police, de 250 mètres carrés, dont le système de chauffage original fera économiser huit tonnes de pétrole par an à la municipalité.

Si l'expérience s'avère concluante, Vienne envisage, dès l'an prochain, d'utiliser l'air chaud du métro comme source secondaire de chauffage pour de nouveaux immeubles. Pour un immeuble de 250 appartements, l'économie réalisée serait de 25 tonnes de pétrole par an, soit \$13,000. Au prix actuel du carburant, ce système complémentaire serait amorti en moins de cinq ans, estiment les experts.

La chaleur vient des moteurs électriques des rames. Pour empêcher la

température de trop s'élever — elle est maintenue à 18 degrés environ — dans les tunnels, cette chaleur doit être évacuée. C'est cette chaleur que les Viennois veulent utiliser.

«Nous avons la technologie, reste à convaincre les promoteurs», déclare Hans Smetena, l'ingénieur de la ville. «La chaleur du métro devrait plaire à tout le monde, ajoute-t-il, c'est une source d'énergie bon marché, renouvelable, à portée de la main, et qui ne pollue pas».

Dans d'autres villes du pays le système n'est pas encore réalisable à cause des variations saisonnières excessives de la température dans le métro.

Le réseau du métro de Vienne, un des plus modernes d'Europe, est long de 22 kilomètres. Il doit être allongé de 50 pour cent dans les années à venir.

Le ELF sera testé prochainement

par Didier Fauqueux

WASHINGTON (AFP) — Le 10 avril, un sous-marin nucléaire américain coulait un cargo japonais en mer de Chine en remontant à la surface prendre ses ordres: cet accident aurait sans doute été évité si le nouveau système de communications ultra-secret de la US Navy avait été opérationnel.

Actuellement, les sous-marins américains doivent remonter presque à la surface et laisser traîner une antenne flottante pour entrer en communications, soit avec un avion qui leur relaie des messages radio, soit avec un satellite.

En temps de guerre, ce système rend les sous-marins extrêmement vulnérables en les forçant à quitter les eaux profondes où ils peuvent rester en opération plusieurs mois sans être détectés.

Depuis près de vingt ans, la marine américaine étudie un projet connu sous le nom de «ELF» (Extremely low frequency) qui permettrait de communiquer avec les sous-marins porteurs de missiles nucléaires sans qu'ils aient à remonter à la surface.

Ce projet, pour lequel le Pentagone a déjà dépensé \$130 millions, retient l'attention du nouveau secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, qui vient de donner l'ordre à la marine de le tester au cours des prochains mois.

Antenne

Initialement, le projet ELF prévoyait le déploiement souterrain d'une gigantesque antenne de plus de 9,000 km de longueur dans un territoire à cheval sur les Etats-Unis du Wisconsin et du Michigan.

Les experts de la marine avaient choisi cet emplacement en raison de l'excellente conductibilité des couches rocheuses sous-jacentes pour transmettre des ondes radio à très basse fréquence vers les sous-marins.

Ce projet militaire a toutefois déclen-

ché de vives protestations d'organisations locales pour la protection de l'environnement qui craignent que cet enroulement de câbles souterrains ne présente des dangers à long terme pour les animaux et les plantes. Ces écologistes n'ont pas hésité à qualifier cette antenne de «plus grande chaise électrique du monde».

M. Weinberger a demandé qu'une version limitée de ce projet soit essayée. Pour cela il a ordonné que soit remise en service une portion de ELF située près de Clam Lake, dans le Wisconsin, où deux antennes de 22 km chacune ont déjà fonctionné à titre expérimental jusqu'en 1979.

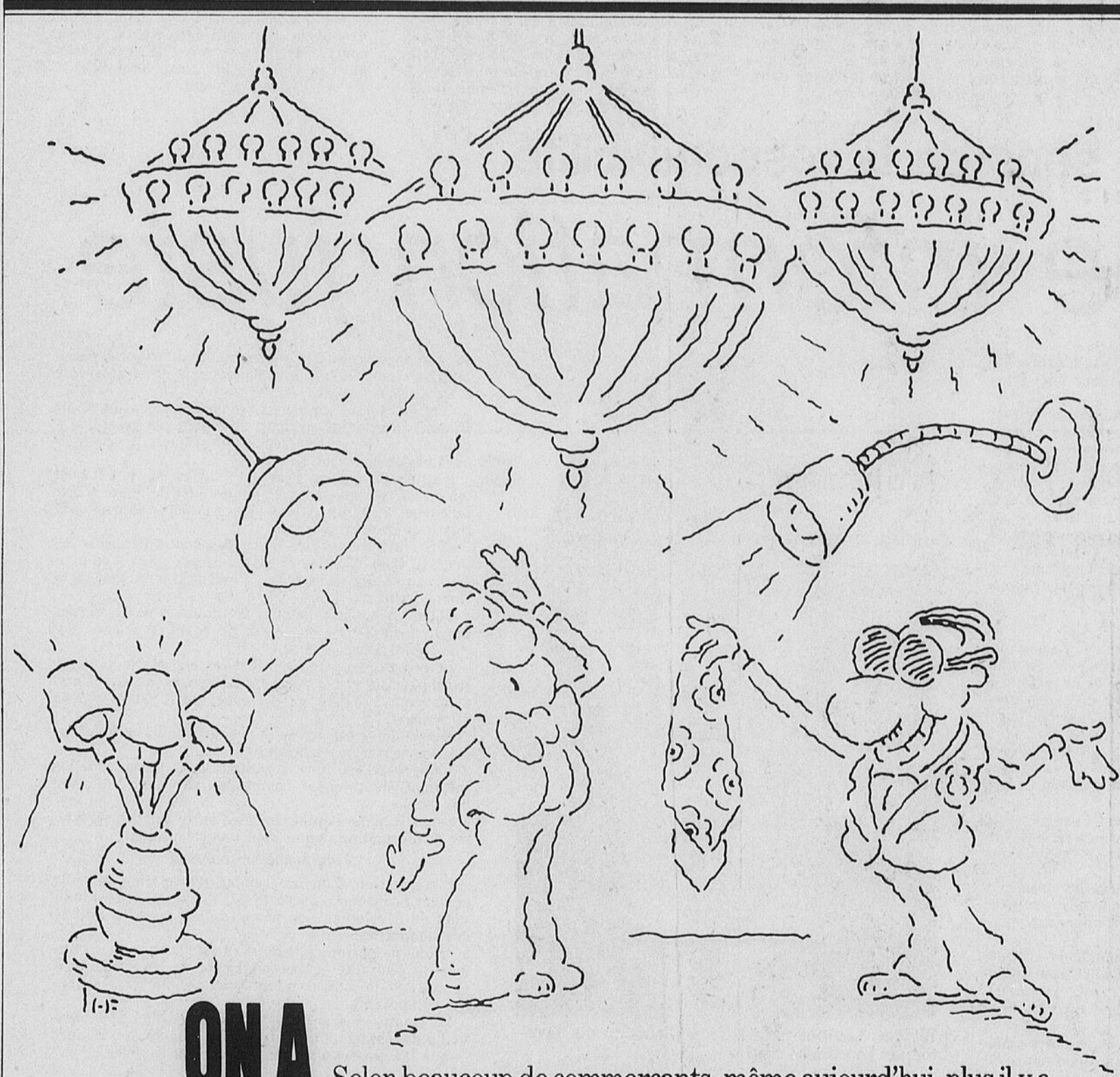
Lenieur

Le projet ELF a cependant des détracteurs. Selon certains spécialistes, son mode de transmission est trop lent et ne permettrait pas d'entrer en contact assez rapidement avec les sous-marins nucléaires en cas de conflit. Si l'URSS lançait une attaque nucléaire contre les Etats-Unis, le président aurait en effet moins de vingt minutes pour organiser la riposte.

D'autres experts craignent également que ce système soit mis hors d'usage par de puissantes bombes lancées sur la région du Wisconsin et du Michigan.

A la demande de son secrétaire à la Défense, le président Reagan a toutefois fait savoir ce mois-ci à la marine qu'il considérait le projet ELF comme vital.

ELF est la clé de voûte du développement de nos sous-marins en temps de guerre, a déclaré de son côté John Tower, président de la Commission sénatoriale des forces armées. M. Weinberger a l'intention de prendre une décision au mois d'août sur l'avenir de ce projet et de soumettre un rapport détaillé à ce sujet au Congrès au mois de septembre.



ON A LONGTEMPS PENSÉ QUE C'ÉTAIENT LES LUMIÈRES QUI VENDAIENT

Selon beaucoup de commerçants, même aujourd'hui, plus il y a de lumières, plus il y a de ventes, et une réduction de l'éclairage fera baisser les ventes. Mais Holt Renfrew et Canadian Tire sont deux entreprises qui, après avoir regardé de près leurs frais d'électricité, ont décidé d'abaisser le niveau de leur éclairage. Les résultats en sont extrêmement satisfaisants. Suivant les recommandations d'Ontario Hydro, le magasin Holt Renfrew, à Willowdale, a diminué de 36% sa charge d'éclairage — sans freiner la clientèle ni la tendance des ventes. Dans deux magasins Canadian Tire, l'un à Kingston, l'autre à Milton, on a également réduit l'éclairage d'une manière spectaculaire, mais le volume des ventes est resté élevé, et parmi 95 clients interrogés seulement 8 ont remarqué le changement. Suite à cet essai, le niveau minimum d'éclairage de tous les magasins Canadian Tire a été abaissé.

Ce sont des exemples qui caractérisent les efforts faits dans beaucoup de magasins, de bureaux et d'industries pour utiliser l'électricité d'une manière plus rationnelle et plus efficace.

Quand vous évitez le gaspillage, au travail ou chez vous, vous n'êtes pas le seul à le faire.

ontario hydro



• Les maladies cardio-vasculaires

Le «Timolol», expérimenté en Norvège

par Denis Demonpion

LONDRES (AFP) — La pathologie cardio-vasculaire est de loin la première cause de mortalité dans les pays industrialisés, bien avant le cancer. Plus de cinq cent mille personnes meurent chaque année d'infarctus du myocarde. Cependant, le processus de dégénérescence du système cardio-vasculaire va se trouver sérieusement ralenti, grâce à de récents progrès effectués en Scandinavie.

Une équipe de médecins norvégiens, dirigée par le Dr Kare Overskeid, président du comité directeur d'études, et chargé du département de médecine de l'hôpital Sarpsborg d'Oslo, a en effet expérimenté un médicament, le «Timolol», qui permettrait de réduire de près de moitié le taux de mortalité chez les personnes victimes d'une crise cardiaque, et présentant de gros risques de nouvelle attaque.

L'infarctus du myocarde se produit au moment où les réserves d'oxygène d'un muscle coronaire, le myocardium, deviennent insuffisantes à son fonctionnement. Une violente douleur, qui peut durer plusieurs jours, électrise alors tout le torse. Environ 30 à 50% des victimes meurent dans les vingt-huit jours qui suivent l'attaque, plus de la moitié, dans les deux heures et demie après les premiers symptômes.

Ces dernières années, les recherches médicales ont clairement démontré les effets salutaires d'une régularisation de la pression du sang, afin d'éviter l'hypertension. Néanmoins, la moyenne des décès par crise cardiaque, comprenant la mort instantanée par arrêt du cœur et l'infarctus, est restée très élevée. La thérapie, consistant jusqu'à présent à prescrire des traitements à forte dose d'anticoagulants et de médicaments diminuant les lipides (graisses), n'a pas donné de résultats d'ensemble, et ses effets enregistrés n'ont pas été probants. Seuls, les régimes et les exercices physiques se sont révélés positifs, sans pour autant apporter une solution clinique au problème.

Les effets du «Timolol»

L'action du «Timolol», en revanche, porte directement sur une région du système nerveux connue scientifiquement comme le système sympathique, ou adrénérique, lequel dans les moments d'excitation ou de «stress», provoque une accélération du fonctionnement involontaire de l'estomac, des intestins, du foie, des reins, de la vessie et enfin du cœur.

Cette augmentation d'activité coronaire, accompagnée par la sécrétion d'un neuro-transmetteur appelé noradrénaline, et de l'hormone adrénaline, tous deux néfastes au système cardio-vasculaire, est neutralisée par le «Timolol». L'objectif principal de l'expérience des médecins norvégiens a été de chercher à savoir dans quelle mesure l'emploi chronique du «Timolol» réduirait chez les malades ayant survécu à un infarctus aigu du myocarde les risques: 1) de mort instantanée, intervenant dans les 24 heures après le début de la crise, 2) d'autres formes de mort cardiaque, 3) d'une nouvelle attaque non-fatale.

Norvège: une expérience concluante

De janvier 1978 à octobre 1979, l'équipe scandinave a examiné dans vingt hôpitaux norvégiens, couvrant environ 30% de la population totale du pays, quelque 11.000 patients, pour en sélectionner 1.884 ne présentant aucun autre symptôme que ceux nécessaires à l'étude. En clair, les diabétiques, de même que toute personne sujette à un accident cardiaque, à une pulsation inférieure à 50 battements par minute, à un affaiblissement des

reins et du foie — quelques-uns des 23 critères d'exclusion — n'ont pas été retenus. Bien entendu, l'objet et les risques de l'étude avaient été expliqués préalablement

aux malades, des hommes et de femmes âgés de 20 à 75 ans, équitablement dénombrés et tous volontaires.

La moitié d'entre eux, suivis pendant un, deux,

voire trois ans selon les cas, ont commencé la thérapie au «Timolol», entre le 7^e et le 28^e jour après leur attaque, pour la poursuivre, parfois, pendant 33 mois.

L'expérience a révélé que, en comparaison avec l'autre moitié du groupe témoin non traité, le «Timolol» produisait un taux de survie de 40% supérieur et que

ses interférences sur l'activité physique ou mentale du patient étaient pratiquement inexistantes.

Toutefois, son usage est soumis à de sérieu-

ses contre-indications telles que l'arrêt congestif du cœur, les bronchospasmes, y compris l'asthme.

Cette récente découverte n'en vient pas

moins corroborer l'affirmation de Pline qui écrit dans son «Histoire naturelle» que «bien des choses sont jugées impossibles, jusqu'au jour où elles se trouvent faites».

Tous les Complets en vente



TIP TOP

Payez moins pour paraître mieux!

PROMENOIR CARLINGWOOD • CENTRE COMMERCIAL ST. LAURENT • BILLINGS BRIDGE • 240 SPARKS STREET • LES GALERIES DE HULL
PLACE DU CENTRE, HULL • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE • CARRE CORNWALL, CORNWALL ONT. • KINGSTON SHOPPING CENTRE

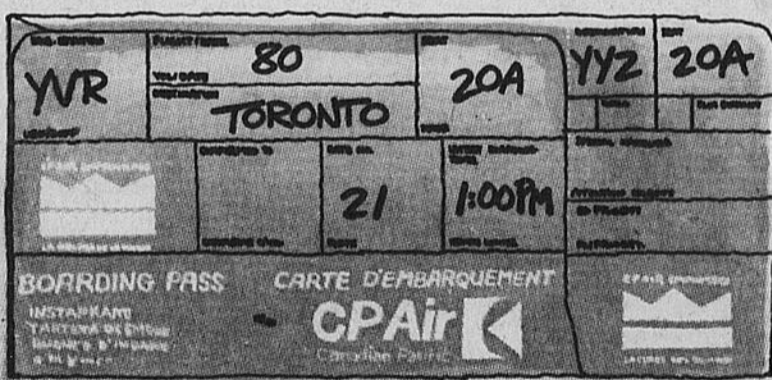


LE 1er JUIN LA CLASSE IMPÉRIALE DE CPAIR S'ÉTEND À TOUT LE CANADA.

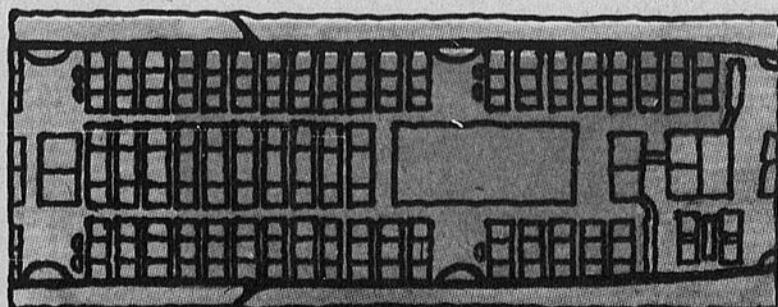
La Classe Impériale: un standard de luxe et d'excellence à l'intention de nos passagers d'affaires qui paient le plein tarif économique.

Vous pouvez maintenant en profiter à bord de tous les vols intérieurs de CPAir*, depuis Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Calgary, Edmonton et Vancouver.

(À partir du 15 juin, nous aurons une nouvelle correspondance depuis Vancouver, à destination de Victoria.)



Votre temps est précieux et nous le savons. Chaque vol de la Classe Impériale vous offre un comptoir d'accueil exclusif. En un seul arrêt, vous choisissez même votre fauteuil.

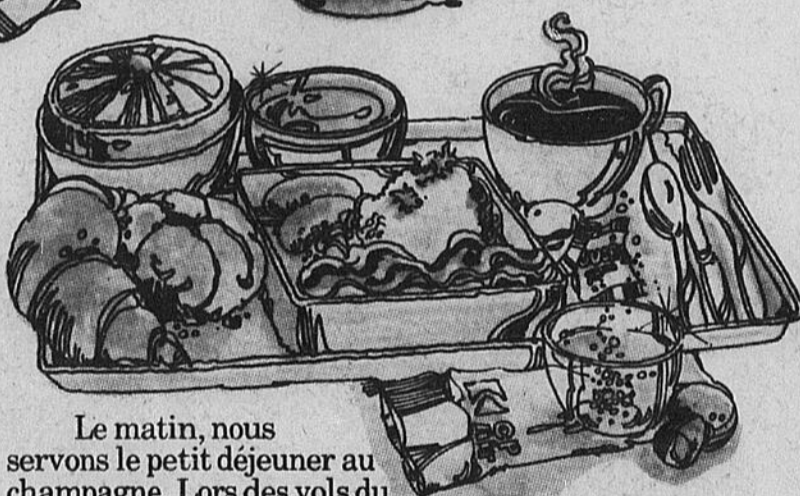


Durant le vol, vous vous installez confortablement et vous vous détendez dans la section "affaires" propre à la Classe Impériale.



Si votre vol s'effectue entre les heures de repas, vous vous régalez avec nos succulents hors d'oeuvres, chauds ou froids.

Les consommations telles que café, apéritifs et vins, ainsi que liqueurs (si le temps nous le permet) sont *gracieusement* offertes par CPAir.



Le matin, nous servons le petit déjeuner au champagne. Lors des vols du midi et du soir, vous dégustez notre savoureuse cuisine, présentée dans notre traditionnel service de porcelaine et d'argenterie et suivie de cerises ainsi que de pralines enrobées d'onctueux chocolat.

De plus, on vous remet une serviette chaude à la fin du repas.

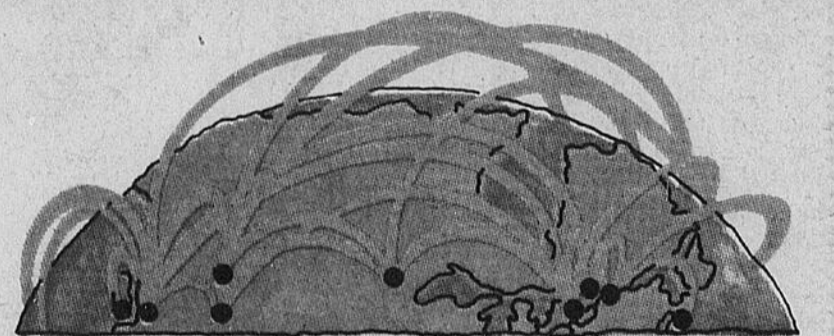


Pour vous permettre de demeurer à la fine pointe de l'information, on vous distribue gratuitement toute une gamme de publications (journaux d'affaires, financiers et autres).



Pendant les vols de longue durée à bord de nos gros porteurs, vous bénéficiez d'écouteurs pour nos programmes de musique stéréophonique ou le cinéma (pas de cinéma à bord des DC-8 et des B727). Au dîner et au souper, vous avez le choix entre un steak de première qualité et un autre plat principal.

Le tout, sans qu'il vous en coûte un sou de plus.



Maintenant que la Classe Impériale est offerte à bord de plus de vols et vers plus de destinations, pourquoi vous contenter de moins?

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec votre agent de voyage ou CPAir, au 237-1380.

Pour vos voyages à travers le Canada et à destination de l'Europe, de l'Orient et du Pacifique Sud, demandez la Classe Impériale de CPAir.

C'est une économie que vous méritez bien.

CPAir



*La Classe Impériale de CPAir n'est pas disponible vers le Nord de la Colombie-Britannique et le Yukon. CP et C sont les marques déposées de Canadien Pacifique Limitée.

LE SERVICE "CLASSE IMPÉRIALE" DEPUIS OTTAWA VERS:

WINNIPEG (dès maintenant): 1 vol avec une escale chaque jour à 7h30.

TORONTO (dès maintenant): 1 vol sans escale chaque jour à 7h30.

VICTORIA (à partir du 15 juin): 1 vol avec une correspondance à Vancouver, du lundi au vendredi à 19h05.

MONTREAL (dès maintenant): 1 vol du lundi au vendredi à 16h05.

VANCOUVER (dès maintenant): 1 vol sans escale du lundi au vendredi à 19h05 et un autre avec une correspondance à Toronto, à 7h30 chaque jour.

LA CLASSE IMPÉRIALE DE CPAIR

Une meilleure économie, sans frais supplémentaires. Elle n'est disponible sur aucune autre ligne aérienne.